



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Autriche – Slovénie - Croatie

Une publication du SER de Vienne
n° 23 – octobre 2026

Dans ce numéro...

L'ADRIATIQUE NORD, NOUVELLE PORTE D'ENTREE DE L'EUROPE CENTRALE ?	2
AUTRICHE	4
ACTIVITES MACROECONOMIQUES & FINANCIERES	5
<i>Prévisions et indicateurs</i>	<i>5</i>
<i>Une reprise molle soutenue par l'industrie ; le pouvoir d'achat obéré par les prix de l'énergie</i>	<i>5</i>
<i>Finances</i>	<i>5</i>
<i>Le patrimoine financier des ménages autrichiens dépasse pour la 1^{ère} fois 1 000 Mds EUR.</i>	<i>5</i>
<i>Bilan IDE 2025 : des investissements en baisse dans les deux sens</i>	<i>5</i>
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE	6
<i>Réforme de l'aide sociale : un durcissement attendu</i>	<i>6</i>
VEILLE SECTORIELLE	6
<i>Secteur financier</i>	<i>6</i>
<i>Les banques autrichiennes continuent à afficher des résultats impressionnants</i>	<i>6</i>
<i>Industrie</i>	<i>7</i>
<i>Investissement de 1,1 Md EUR en Carinthie dans les semi-conducteurs</i>	<i>7</i>
<i>Energie et environnement</i>	<i>7</i>
<i>Les importations énergétiques étaient en hausse en 2025</i>	<i>7</i>
<i>Transports</i>	<i>8</i>
<i>Recul historique pour le transport de marchandises sur le Danube</i>	<i>8</i>
<i>Agriculture</i>	<i>8</i>
<i>Industrie agro-alimentaire- le groupe belge Ardo fermera son site autrichien</i>	<i>8</i>
RELATIONS BILATERALES	8
<i>L'activité des filiales étrangères est en hausse</i>	<i>8</i>
SLOVENIE	8
ACTIVITES MACROECONOMIQUES & FINANCIERES	9
<i>Prévisions et indicateurs</i>	<i>9</i>
<i>FMI : La prévision de croissance réhaussée à 3,2 % pour 2026, sur fond de hausse de l'inflation</i>	<i>9</i>
<i>La Chambre de commerce réhausse sa prévision de croissance à 3,3 % pour 2026</i>	<i>9</i>
VEILLE SECTORIELLE	9
<i>Energie et environnement</i>	<i>9</i>
<i>Bruxelles valide le projet de baisse temporaire des accises sur les carburants en Slovénie</i>	<i>9</i>

<i>Fin des subventions directes : la Slovénie privilégie les prêts pour les véhicules électriques.....</i>	<i>10</i>
Transports.....	10
<i>Rachat d'Adria Tehnika par la compagnie britannique easyJet</i>	<i>10</i>
Tourisme	10
<i>15 M EUR de fonds européens pour dynamiser le tourisme durable.....</i>	<i>10</i>
<i>Trafic aérien à Ljubljana : +15,7 % de passagers et un nouveau programme d'hiver</i>	<i>10</i>
RELATIONS BILATERALES.....	10
<i>Souveraineté automobile : Stéphane Séjourné en visite chez Revoz</i>	<i>10</i>
 CROATIE	11
ACTIVITES MACROECONOMIQUES & FINANCIERES	12
Finances	12
<i>Moody's confirme la note de crédit de la Croatie à A3 et maintient une perspective stable</i>	<i>12</i>
<i>Révision des prévisions budgétaires pour 2026.....</i>	<i>12</i>
VEILLE SECTORIELLE	12
Industrie.....	12
<i>Chantier naval Uljanik vendu pour 12,05 M EUR</i>	<i>12</i>
<i>Le projet KONČAR-NEXUS retenu par le Fonds européen pour l'innovation.....</i>	<i>12</i>
Energie et environnement.....	13
<i>Un nouveau cadre juridique pour valoriser le potentiel géologique et attirer les investissements</i>	<i>13</i>
<i>Lancement prochain des appels d'offres pour le centre de gestion des déchets de Zagreb</i>	<i>13</i>
Transports.....	13
<i>Un corridor adriatique-ionien sous impulsion croate</i>	<i>13</i>

L'Adriatique Nord, nouvelle porte d'entrée de l'Europe centrale ?

Les ports de Koper (Slovénie) et de Rijeka (Croatie) renforcent leur positionnement sur les flux maritimes entre l'Asie et l'Europe centrale, en concurrence croissante avec les grands ports d'Europe du Nord. La proximité du canal de Suez et des bassins industriels d'Europe centrale leur permet de proposer une alternative aux routes logistiques traditionnelles à la faveur de la recomposition des échanges mondiaux. Pour l'Autriche, économie industrielle et exportatrice enclavée, cette évolution offre une possibilité de diversifier ses accès aux marchés mondiaux. La concrétisation de cet avantage dépend toutefois moins des seules capacités portuaires que de la performance des liaisons ferroviaires et logistiques vers l'arrière-pays.

1. Les ports de Koper et Rijeka montent en puissance

Le trafic conteneurisé constitue le principal relais de croissance : les deux ports ont plus que doublé leurs volumes sur la dernière décennie. Koper bénéficie d'une nette avance dans le trafic de conteneurs. En 2025, le port slovène a traité environ 1,3 M d'EVP (+12 %) contre environ 492 000 EVP pour Rijeka (+20 %) selon le rapport annuel 2025 de Koper. Ce dernier est également leader dans le transport de véhicules : avec 915 000 véhicules transportés en 2025, Koper est devenu le 4^{ème} port roulier européen et le premier en méditerranée devant Barcelone. Le plan stratégique 2024-2028 du

port de Koper ambitionne notamment de porter la capacité annuelle de trafic de conteneurs dans les prochaines années à 1,8 M EVP et d'atteindre un volume de 1,1 M de véhicules traités en 2028 (soit une croissance annuelle moyenne de 4,8 % entre 2023 et 2028).

Le gouvernement croate ambitionne de transformer le port de Rijeka en un hub pour les flux de marchandises entre l'Europe et l'Asie, en concurrence avec Koper et Trieste dans la gestion de conteneurs en Adriatique nord. Rijeka était jusqu'à présent positionné sur le trafic de marchandises sèches en vrac (bulk) (plus de 6 Mt, suivi de peu par Koper). Le port entend désormais réduire son écart avec les autres ports grâce au développement du terminal Rijeka Gateway, ouvert en octobre 2025 dans le cadre d'un partenariat entre le géant danois du transport maritime Maersk et le groupe croate ENNA. Sa capacité conteneurisée doit passer, à terme, d'environ 600 000 à 1,6 M d'EVP fin 2035. Maersk affiche l'ambition de faire de Rijeka un hub logistique stratégique pour les marchandises en provenance d'Asie.

2. Le développement des capacités intermodales comme condition de l'avantage adriatique

Le succès des ports adriatiques dépend de leurs capacités intermodales, notamment ferroviaires, afin d'acheminer les marchandises vers leur arrière-pays. Koper dispose d'une desserte ferroviaire qui assure environ la moitié de ses acheminements terrestres ; la seconde voie Divača–Koper doit accroître sa capacité et réduire un goulet d'étranglement existant. Côté croate, le succès du nouveau terminal dépendra de la capacité des autorités à avancer rapidement sur le projet de nouvelle ligne de chemin de fer « *Lowland Railway* » entre Rijeka et Zagreb qui devrait à terme relier Budapest. Actuellement, seulement 25 % des marchandises transbordées dans le port sont transportées par rail, l'un des taux les plus bas de l'UE.

L'Autriche est au cœur de cet arrière-pays, en tant que marché industriel et plateforme de redistribution vers l'Europe centrale. En 2024, Koper a supplanté Hambourg comme premier port maritime de transit pour l'Autriche ; 240 000 EVP de trafic conteneurisé liés au marché autrichien y ont été manutentionnés, en hausse de 4,3 % sur un an. Cette fonction repose sur un réseau de terminaux intermodaux et de connexions ferroviaires, avec des investissements majeurs sur les axes autrichiens, notamment les tunnels de base du Semmering et du Koralm. Le Cargo Center Graz et le terminal de Werndorf assurent l'interface entre les ports adriatiques, le rail et les bassins industriels autrichiens ; des navettes ferroviaires directes les relient à Koper. Le réseau autrichien permet également de redistribuer les flux vers l'Allemagne du Sud, la Hongrie, la Slovaquie et la République tchèque.

Cette complémentarité demeure néanmoins conditionnée à la capacité des infrastructures terrestres à absorber les volumes supplémentaires. Les liaisons ferroviaires vers l'Autriche restent soumises à des goulets d'étranglement. En 2025, le réseau ferroviaire autrichien a transporté 96,2 Mt de marchandises (+1,8 %), tandis que 126 chantiers de plusieurs jours ont entraîné des restrictions de capacité supérieures à 30 %. Les travaux ferroviaires affectent également de nombreuses lignes des pays d'Europe centrale. Les goulets d'étranglement en résultant et les différences de normes techniques compliquent la planification des acheminements internationaux. A l'été 2026, Koper a connu un épisode marqué de congestion portuaire (plus de 3

jours d'attente) qui confirme la sensibilité de la chaîne logistique aux aléas d'exploitation.

3. *Le manque de coordination régionale pourrait freiner la croissance des ports*

Les ports de l'Adriatique Nord cherchent à s'inscrire dans les nouvelles routes commerciales entre l'Asie et l'Europe. La Slovénie et la Croatie ont rejoint en 2017 l'initiative chinoise des Nouvelles routes de la soie et participent au format de coopération « 14+1 » réunissant la Chine et les pays d'Europe centrale et orientale. En parallèle, la Croatie a placé le rapprochement avec le corridor Inde-Moyen-Orient-Europe (IMEC) parmi les priorités de sa présidence de l'Initiative des Trois Mers en 2026. La concrétisation de ces stratégies repose sur les projets en cours visant à articuler les liaisons maritimes avec les corridors terrestres desservant les marchés d'Europe centrale.

Le potentiel de l'Adriatique Nord ne pourra être pleinement exploité sans une **coordination renforcée**. Lors du forum annuel 2026 des Ports du Sud organisé en septembre par l'association du réseau logistique autrichien VNL, les acteurs portuaires, ferroviaires, logistiques et industriels ont souligné la nécessité de mieux coordonner les réseaux et les investissements, au-delà des stratégies propres à chaque pays ou infrastructure. Pour les entreprises, la stabilité du processus logistique devient désormais aussi importante que sa rapidité. Or, des stratégies d'investissement fragmentées, sans coordination à l'échelle des corridors dans la région, risquent de déplacer les goulets d'étranglement plutôt que de les résorber.



Autriche

Le chiffre du mois à retenir

Zoom sur...

...Le gouvernement autrichien et plusieurs grandes entreprises à participation publique, notamment ÖBB et Verbund, ont signé le 14 octobre une **déclaration « Made in Europe »** visant à renforcer la part de la valeur ajoutée européenne dans les achats publics et les investissements. Cette initiative s'inscrit dans la mise en œuvre de la stratégie industrielle autrichienne à l'horizon 2035 et entend mobiliser les quelque 67 Mds EUR de commandes publiques annuelles pour soutenir l'industrie, l'emploi et la sécurité des approvisionnements.

+3,6 %

L'inflation constatée en
septembre 2026

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

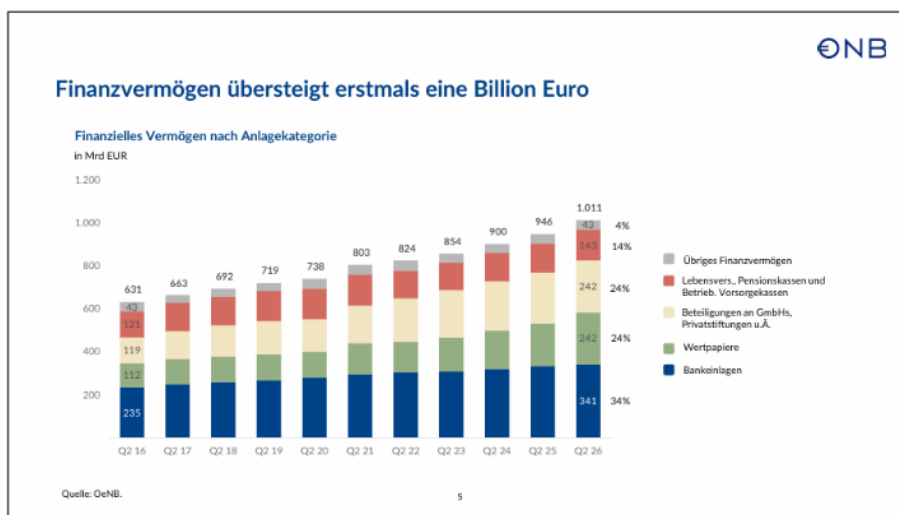
Une reprise molle soutenue par l'industrie ; le pouvoir d'achat obéré par les prix de l'énergie

Selon les dernières prévisions macroéconomiques, le PIB devrait progresser cette année de +0,9 % (id. aux prévisions de juin), grâce au rebond que connaissent l'industrie (+2,3 %) et les exportations de marchandises (2,4 %) en raison de la demande extérieure en hausse. Toutefois, les prix de l'énergie et la situation géopolitique pèsent sur l'économie autrichienne, notamment sur la consommation des ménages qui reste en 2026 atone à +0,4 %, sur fond d'inflation persistante (+3,3 %). Dans ces conditions, le déficit public pourrait encore atteindre 4,0 % du PIB en 2026 (après 4,1 % en 2025) alors que la hausse des taux d'intérêt affecte nettement la charge de la dette, contrecarrant les efforts de consolidation budgétaire du gouvernement. En 2027, la croissance pourrait rebondir à +1,3 % (révision de 0,2 point à la hausse), toujours soutenue par le commerce extérieur mais également par un rebond de la construction, et un retour de la consommation des ménages grâce à des revalorisations salariales plus substantielles. Les prévisionnistes envisagent un repli sensible de l'inflation à 2,6 %. Le solde public se tasserait à -3,8 %.

Finances

Le patrimoine financier des ménages autrichiens dépasse pour la 1^{ère} fois 1 000 Mds EUR.

Les données publiées le 22 octobre par la Banque nationale autrichienne (OeNB) concernant le comportement financier des ménages montrent que, pour la première fois, les ménages autrichiens disposent d'un patrimoine financier supérieur à 1 000 Mds EUR. Alors que le taux d'épargne s'élevait à 9,7 % en 2025, un niveau élevé, il devrait baisser à 8,4 % en 2026. Les titres prennent de plus en plus d'importance dans la constitution du patrimoine.



Leur part dans le patrimoine financier des ménages a plus que doublé en l'espace de dix ans. Parallèlement, une enquête récente de l'OeNB met en évidence un niveau globalement élevé de culture financière au sein de la population, tout en révélant des

lacunes dans certains domaines financiers.

Bilan IDE 2025 : des investissements en baisse dans les deux sens

Après quatre années consécutives de hausse, les investissements directs étrangers (IDE) en Autriche et les investissements directs autrichiens à l'étranger se sont inscrits en nette baisse en 2025. Les données de la banque centrale autrichienne OeNB font état d'un stock sortant de l'Autriche à hauteur de 275,9 Mds EUR, soit un recul de 4,8 Mds EUR. Le classement des premiers pays destinataires des investissements autrichiens reste inchangé, avec l'Allemagne comme numéro un, suivie par les Etats-Unis et la République tchèque. Le stock entrant en Autriche s'élevait à la fin de l'année 2025 à 194,6 Mds EUR, en baisse de 0,5 Md EUR. Dans le classement des quatre pays investisseurs les plus importants, l'Allemagne reste à la première

place. Les Etats-Unis progressent de deux places à la deuxième position. La Suisse reste en troisième position et la Russie arrive en quatrième position, reculant de deux places.

Politique économique et sociale

Réforme de l'aide sociale : un durcissement attendu

Le 22 octobre, le gouvernement alliant conservateurs, sociaux-démocrates et libéraux a présenté son nouveau modèle d'aide sociale dont le leitmotiv est « d'aider les personnes qui en ont vraiment besoin » et qui pourrait entrer en vigueur dès 2027. Ainsi le nouveau cadre fédéral de l'aide sociale, dont la déclinaison incombe aux régions (Bundesländer), prévoit des montants échelonnés selon que le bénéficiaire est en capacité de travailler ou qu'il montre des réels efforts d'intégration. Une personne en incapacité de travail pourra prétendre au taux plein de 1 230 EUR par mois. Pour les bénéficiaires aptes à travailler, le montant sera adapté en fonction de la nationalité, des efforts d'intégration et si une activité soumise à cotisations sociales a déjà été exercée. Selon ce modèle, un réfugié ou un migrant issu d'un pays tiers aura droit à une aide de base de 861 EUR/mois et devra participer à des cours d'éducation civique et de langue jusqu'à 3 ans. L'aide pourra être abondée de 155 EUR si la participation assidue au cours est supérieure à 4 mois. Les Autrichiens et ayants-droits de l'UE aptes à travailler pourront obtenir 1 016 EUR pendant 6 mois et le taux plein de 1 230 EUR s'ils ont déjà travaillé pendant au moins 6 mois ou suivent des formations de l'agence pour l'emploi. En cas d'infraction, des réductions d'au moins 25 % sont prévues ; dans les cas les plus graves, la prestation peut être supprimée dans son intégralité.

Parallèlement, les aides sociales liées aux enfants seront fortement révisées, avec une dégressivité afin d'éviter « des versements de 9 000 EUR aux familles nombreuses », selon la Ministre Korinna Schumann (sociale-démocrate) : Le 1^{er} enfant aura droit à une aide de 307,47 EUR, et à partir du 5^{ème} enfant, l'aide sera limitée à 147,59 EUR/mois. Les Bundesländer disposeront d'une certaine latitude pour les aides versées au 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} enfant. Le gouvernement espère de cette réforme des économies budgétaires à hauteur de 155 M EUR par an. Le Chancelier Stocker (conservateur) rappelle que l'aide sociale « se doit d'être un tremplin et non un hamac ».

Veille sectorielle

Secteur financier

Les banques autrichiennes continuent à afficher des résultats impressionnants

La banque centrale d'Autriche OeNB vient de publier les chiffres 2025 pour le secteur bancaire. Il en ressort que le total des actifs du secteur bancaire a atteint 1 300 Mds EUR l'an dernier, dont la moitié pour trois groupes bancaires : Erste Group, Raiffeisen Bank International et UniCredit Bank Austria. Près de 68 000 personnes travaillent dans le secteur soit 1,5 % de la population active. Les établissements de crédit ont affiché des bénéfices nets à hauteur de 11,8 Mrd EUR (+9,1 %) dont 4,8 Mrd EUR (-11 %) pour les 33 filiales dans 14 pays d'Europe centrale, de l'est et du sud-est. Le ratio de fonds propres CET-1 a atteint 19 % (+1,2 point). Le ratio des prêts non performants (NPL) est resté inchangé à 3 %.

Industrie

Investissement de 1,1 Md EUR en Carinthie dans les semi-conducteurs

Le fabricant de semi-conducteurs Infineon, un des plus grands fabricants mondiaux de puces, prévoit d'investir 1,1 Md EUR dans son site de production de Carinthie. Entre 2027 et 2034, le groupe allemand prévoit de faire sortir de terre à Villach la chaîne de production mondiale à grand volume de semi-conducteurs nitrure de gallium (GaN) sur des galettes de 300 mm. Dévoilé en présence du Chancelier Christian Stocker (conservateur) et du ministre de l'Economie Wolfgang Hattmannsdorfer (conservateur), le projet sera subventionné par l'Autriche à hauteur de 319 M EUR dans le cadre de la stratégie *EU Chips Act*. Les semi-conducteurs à base de GaN sont indispensables pour le développement des technologies -clés. Infineon Austria emploie 5 800 salariés dont 4 800 sur le site de Villach. 1,6 Md EUR avait déjà été investis dans le site carinthien entre 2018 et 2021.



Energie et environnement

Les importations énergétiques étaient en hausse en 2025

L'Autriche a importé des ressources énergétiques à hauteur de 979 PJ en 2025 (2024 : 934 PJ), pour une valeur de 12,7 Mds EUR. Les importations sont à 87,3 % d'origine fossile dont 56,4 % pour le pétrole. En 2025, l'Autriche a importé 4,7 millions de tonnes de pétrole du Kazakhstan, 1,2 mt de la Libye et 1 mt de l'Arabie saoudite. Les autres fournisseurs de pétrole sont le Guyana, l'Irak, l'Azerbaïdjan, le Sénégal, l'Algérie, les Etats-Unis et la Tunisie. Le gaz représente 20,3 % des importations énergétiques. Depuis l'arrêt des livraisons de gaz russe acheminé par gazoduc via l'Ukraine, l'Autriche s'approvisionne exclusivement en gaz auprès de l'Allemagne et de l'Italie.

En 2025, les importations de gaz depuis l'Allemagne provenaient principalement de Norvège (44,2 %) des Pays-Bas et de Belgique (24,2 % et 20,7 %) ou ont été achetées sous forme de GNL (10,2 %). Le gaz importé depuis l'Italie provenait principalement de l'Afrique du Nord (Algérie via la Tunisie, et Libye, 37,8 %), ainsi que des États-Unis (16 %) et du Qatar (11,1 %). Par ailleurs, les importations



d'énergie électrique étaient en forte hausse en 2025 (+36 %) ce qui fait à nouveau de l'Autriche un pays importateur net d'électricité après deux années excédentaires.

Transports

Recul historique pour le transport de marchandises sur le Danube

La sécheresse observée à l'été 2026 a eu de graves conséquences sur le transport fluvial des marchandises. En juillet/août, en raison du faible niveau du débit d'eau, seulement 414 227 tonnes de marchandises ont été transportées sur le Danube, soit un recul de 56,6 % en glissement annuel. Le recul a été particulièrement prononcé au mois d'août (-73,7 %) pour atteindre 125 000 tonnes de marchandises transportées.

Agriculture

Industrie agro-alimentaire- le groupe belge Ardo fermera son site autrichien

Le secteur du maraîchage devra compenser la fermeture fin 2026 du site autrichien du leader européen des légumes surgelés Ardo. Près de 500 producteurs de Basse-Autriche, exploitant 3 300 ha de terres arables, sont touchés par cette fermeture qui menace quelque 250 emplois. En 2025, ces producteurs ont livré près de 40 000 tonnes de légumes (soit 18,5 M EUR) au site de production. Le groupe Ardo a décliné l'offre de soutien des gouvernements fédéraux et régionaux ; des discussions se sont ouvertes maintenant entre pouvoirs publics et de potentiels investisseurs afin de sauver les emplois et l'approvisionnement en légumes surgelés d'origine autrichienne.

Relations bilatérales

L'activité des filiales étrangères est en hausse

Selon les chiffres publiés par Statistik Austria, en octobre 2026 et portant sur l'année 2024, le nombre de filiales d'entreprises françaises présentes en Autriche s'élevait à 292 (+3), employant 28 424 personnes (+574) pour un chiffre d'affaires de 10,8 Mds EUR (+0,3 Md EUR). Les entreprises françaises représentent 2,5 % (+0,1 point) des entreprises étrangères en Autriche. Le nombre d'entreprises autrichiennes présentes en France en 2024 s'élevait à 230 (+1), employant 18 623 personnes (+2 295) et dégageant un CA de 7,2 Mds EUR (+0,3 Md EUR). Les entreprises autrichiennes en France représentent 2,6 % (+0,1 point) des entreprises autrichiennes à l'étranger.

Slovénie

Le chiffre du mois à retenir

+3,2 %

Prévision de croissance du PIB par
le FMI pour 2026

Zoom sur...

... le gouvernement a présenté son projet de plan budgétaire pour 2027, confirmant son intention de se conformer aux règles de l'Union européenne avec un déficit public ciblé à 2,5 % du PIB. Selon le ministère

des Finances, ce document reflète les objectifs du budget révisé de l'État pour 2027 et du budget proposé pour 2028, tous deux en attente d'approbation parlementaire. La hausse nette des dépenses sera limitée à 2,5 %, restant nettement sous le plafond de 4,1 % fixé par le Conseil de l'UE. Ce cadrage permettra de corriger les récents écarts signalés par le Conseil fiscal, le ministère prévoyant par ailleurs d'ajuster sa trajectoire pluriannuelle en février prochain suite aux nouvelles projections liées à la réforme des retraites.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

FMI : La prévision de croissance réhaussée à 3,2 % pour 2026, sur fond de hausse de l'inflation

Le Fonds monétaire international (FMI) a révisé à la hausse sa prévision de croissance pour la Slovaquie, tablant sur une progression du PIB de 3,2 % en 2026 (+1,2 point par rapport à avril) avant un ralentissement à 2,2 % en 2027. En parallèle, sous l'effet des tensions énergétiques au Moyen-Orient et des pressions inflationnistes, l'institution a relevé son estimation d'inflation moyenne pour cette année, la portant de 2,9 % à 3,5 %.

La Chambre de commerce réhausse sa prévision de croissance à 3,3 % pour 2026

La Chambre de commerce et d'industrie de Slovaquie (GZS) a également révisé à la hausse ses prévisions économiques d'automne. S'appuyant sur une forte activité d'investissement ainsi que sur le redressement de la production industrielle et des exportations, l'institution table désormais sur une croissance du PIB de 3,3 % pour cette année (contre 2,0 % initialement), avant un ralentissement attendu à 2,3 % l'année prochaine. L'économiste en chef de la GZS, Bojan Ivanc, a notamment souligné l'impact positif des projets industriels majeurs : la montée en puissance de Revoz, filiale du groupe Renault accélérant sa production de véhicules électriques, ainsi que les investissements d'envergure dans le secteur pharmaceutique, portés principalement par Novartis et Sandoz (Lek).

Veille sectorielle

Energie et environnement

Bruxelles valide le projet de baisse temporaire des accises sur les carburants en Slovaquie

Le 9 octobre 2026, la Commission européenne a donné son aval à la demande slovaque de baisse temporaire des droits d'accise sur les carburants, sollicitée fin juillet. Le projet prévoit une réduction, d'une durée de six mois, destinée à atténuer l'impact des tensions géopolitiques sur les prix à la pompe.

- ▶ Essence sans plomb : rabais envisagé jusqu'à 0,2195 EUR/L (contre 0,41759 EUR/L actuellement).
- ▶ Gazole : rabais envisagé jusqu'à 0,225 EUR/L (contre 0,33 EUR/L actuellement).

Ces plafonds dérogatoires situés sous les minima communautaires habituels laisseront une marge de manœuvre d'ajustement au gouvernement. La mesure reste suspendue à la validation définitive du Conseil de l'Union européenne avant son entrée en vigueur.

Fin des subventions directes : la Slovénie privilégie les prêts pour les véhicules électriques

Le gouvernement slovène a décidé de remplacer les subventions directes à l'achat de véhicules électriques par des taux d'intérêt subventionnés sur les prêts. Pour porter cette mesure, le budget du Fonds éco d'État a été porté de 50 à 80 M EUR, une partie de cette rallonge étant dédiée à l'octroi de crédits à taux avantageux pour les particuliers. Cette transition, justifiée par les autorités par la maturité estimée du marché, a provoqué une baisse d'environ 25 % des ventes de véhicules électriques depuis l'arrêt des aides directes en août. Malgré les critiques des concessionnaires automobiles, le ministère de l'Infrastructure et de l'Énergie a exclu tout retour aux subventions non remboursables.

Transports

Rachat d'Adria Tehnika par la compagnie britannique easyJet

Le 19 octobre, la compagnie aérienne britannique à bas coût easyJet a officiellement finalisé le rachat d'Adria Tehnika, un prestataire spécialisé dans la maintenance aéronautique basé à l'aéroport de Ljubljana. La transaction a été conclue auprès de la société d'investissement tchèque Hartenberg Holding pour un montant évalué à 4,1 M EUR. Cette acquisition stratégique permet à la compagnie d'internaliser ses infrastructures et son expertise d'ingénierie afin d'optimiser ses coûts, de renforcer la maîtrise opérationnelle de sa flotte d'Airbus et de garantir une plus grande flexibilité de maintenance tout en maintenant l'activité auprès de clients tiers.

Tourisme

15 M EUR de fonds européens pour dynamiser le tourisme durable

Le ministère des Collectivités locales et du Développement régional a approuvé un appel public de plus de 15 M EUR, financé à hauteur de 10,3 M par le Fonds européen de développement régional, pour promouvoir la gestion durable des destinations touristiques. Cette initiative vise à structurer des organisations régionales compétentes, à renforcer l'offre commerciale et à améliorer la coordination des services sur le territoire. En valorisant l'identité locale, le patrimoine culturel et les ressources naturelles, le projet entend développer des produits touristiques à haute valeur ajoutée. À terme, cette démarche doit dynamiser l'économie touristique tout en améliorant directement la qualité de vie des résidents et des acteurs locaux.

Trafic aérien à Ljubljana : +15,7 % de passagers et un nouveau programme d'hiver

A partir du 1^{er} novembre, l'aéroport de Ljubljana déploie son programme d'hiver comprenant 22 destinations directes opérées par 18 compagnies aériennes, avec deux nouvelles lignes vers Ténérife (*airBaltic*) et Londres Luton (*easyJet*). Ce renforcement fait suite à un été record, marqué par un pic historique de 222 958 passagers en août, et porte le trafic à 1,42 million de voyageurs sur les neuf premiers mois de l'année (+15,7 % sur un an).

Relations bilatérales

Souveraineté automobile : Stéphane Séjourné en visite chez Revoz

Le 1^{er} octobre, le vice-président exécutif de la Commission européenne chargé de la Prospérité et de la Stratégie industrielle, Stéphane Séjourné, a effectué une visite officielle sur le site d'assemblage Revoz (groupe Renault) à Novo Mesto. Accompagné du directeur général de l'usine, Jože Bele, et du secrétaire d'État à l'Économie, Leon Korošec, le commissaire européen a déclaré à la presse que le site constituait selon lui un exemple pour le maintien de la production automobile sur le continent. Lors d'une réunion ultérieure avec le Premier ministre Janez Janša, Stéphane Séjourné a plaidé pour la conservation des chaînes d'approvisionnement en Europe.

Le chiffre du mois à retenir

+2,9 %

Prévision de déficit public en 2026

Zoom sur...

La Croatie finalise son plan de relance et de résilience

La Croatie a transmis à la Commission européenne sa dernière demande de paiement au titre du Plan national de relance et de résilience (PNRR¹), s'élevant à 2,7 Mds EUR. Ce plan, renforcé en décembre 2023 par un volet sur l'énergie (REPowerEU), représente un total de 10 Mds EUR, soit 12,8 % du PIB croate de 2023. Il se compose de 5,79 Mds EUR de subventions et de 4,17 Mds EUR de prêts issus de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR). Ces ressources ont été allouées à hauteur de 37,1 % aux objectifs climatiques et, hors volet REPowerEU, 21,1 % des dépenses ont été consacrées à la transition numérique. À ce jour, la Croatie a reçu 7,29 Mds EUR, soit 72,6 % de l'enveloppe totale. Parmi les réalisations issues de ce plan, figurent la création de plus de 12 000 places en crèche et en maternelle, la rénovation énergétique de plus de 2 millions de m² de bâtiments, ainsi que la construction ou la réhabilitation de plus de 2 000 km de réseaux d'eau et d'assainissement. Le financement a également permis de moderniser les infrastructures énergétiques (capacité accrue du terminal GNL de Krk, extension du réseau gazier, installation de plus de 100 000 compteurs électriques intelligents, modernisation de 670 km de réseau à haute tension, nouvelles capacités de stockage d'énergie de 100 MW) et de soutenir les transports publics, les infrastructures de santé, l'innovation et la numérisation. Bénéficiaire nette des fonds européens depuis son adhésion à l'UE en 2013, la Croatie a enregistré un solde net positif de 21,5 Mds EUR (29,17 Mds EUR perçus pour 7,64 Mds EUR versés, soit 3,8 EUR reçus par euro contribué). La fin de la FRR en 2027, principal moteur de l'investissement public, intervient alors que le pays doit relever des défis structurels (productivité limitée, pénuries de main-d'œuvre, investissement privé insuffisant). Les relais de croissance devront ainsi s'appuyer sur une plus grande part d'investissement privé, l'innovation et la R&D et la montée en gamme pour maintenir sa dynamique de convergence.

¹ Le PNRR (Plan national de relance et de résilience) est le volet national par lequel chaque pays de l'Union européenne déploie les fonds du plan européen NextGenerationEU, créé après la pandémie de Covid-19.

Activités macroéconomiques & financières

Finances

Moody's confirme la note de crédit de la Croatie à A3 et maintient une perspective stable

Moody's a confirmé la note de crédit de la Croatie à A3, assortie d'une perspective stable, saluant la solidité de ses institutions, la gestion responsable des finances publiques et la poursuite d'une croissance économique soutenue. L'agence souligne notamment la mise en œuvre réussie du Plan national de relance et de résilience, les réformes engagées pour renforcer la compétitivité de l'économie ainsi que la réduction significative du ratio dette publique/PIB, passé de 86,5 % en 2020 à 56,3 % en 2025. Selon les projections de Moody's, la Croatie devrait bénéficier au cours des prochaines années d'une croissance économique supérieure à la tendance de moyen terme (autour de 2 %), tout en préservant la stabilité de ses finances publiques et en poursuivant la convergence de son niveau de développement vers la moyenne de l'Union européenne.

Révision des prévisions budgétaires pour 2026

Le gouvernement croate a proposé, le 9 octobre 2026, un collectif budgétaire, portant les recettes à 36,6 Mds EUR (+0,85 Md EUR) et les dépenses à 40,6 Mds EUR (+0,75 Md EUR), tout en réduisant le déficit budgétaire de 108 M EUR, à 4 Mds EUR. Cette révision prévoit notamment des crédits supplémentaires pour les retraites, les rémunérations du secteur public et les prestations sociales (plus de 600 M EUR), les investissements stratégiques, notamment dans la défense et les infrastructures (plus de 245 M EUR), ainsi que les mesures de soutien au pouvoir d'achat et à la compétitivité (plus de 140 M EUR). Le déficit public est désormais estimé à 2,9 % du PIB (contre 2,7 % en mai dernier) en 2026 et la dette publique à 55,5 % du PIB.

Veille sectorielle

Industrie

Chantier naval Uljanik vendu pour 12,05 M EUR

Le groupe naval turc Kuzey Star a acquis la participation majoritaire de l'État croate dans le chantier naval Uljanik, situé à Pula en Istrie et fondé en 1856. La transaction, d'un montant de 12,05 M EUR, porte sur 97,13 % du capital de l'entreprise. Employant environ 230 personnes, Uljanik, ancien fleuron de la construction navale croate, devrait désormais se spécialiser dans un segment porteur : la maintenance, la modernisation et la conversion de navires sur le marché européen. Il s'agira de la première implantation de Kuzey Star au sein de l'UE, où le groupe dispose déjà de nombreux clients parmi les armateurs et gestionnaires de flottes, notamment en Allemagne, en Italie, en Grèce et aux Pays-Bas. Jusqu'à présent, ses activités industrielles étaient basées dans les villes portuaires turques de Tuzla et Yalova. Après plusieurs années de difficultés financières, cette acquisition pourrait permettre de relancer l'activité du chantier naval de Pula, de développer de nouveaux marchés et de préserver les emplois. Le maintien de l'activité de construction navale constitue une condition essentielle de la vente.

Le projet KONČAR-NEXUS retenu par le Fonds européen pour l'innovation

Le groupe industriel croate KONČAR a été sélectionné par la Commission européenne dans le cadre du Fonds pour l'innovation pour son projet **KONČAR-NEXUS, consacré au développement d'équipements électriques innovants**. Seul projet croate retenu parmi les 77 projets sélectionnés lors de ce nouvel appel à projets, il s'inscrit dans une enveloppe globale de 3,4 Mds EUR de financements européens. Le montant de la subvention destinée à KONČAR reste à confirmer, à l'issue de la négociation des conventions de financement, attendue au premier trimestre 2027. Le projet prévoit la mise au point et l'industrialisation, à Zagreb, d'une plateforme modulaire de 2,5 MW intégrant plusieurs fonctions électriques — transformateur, appareillage de commutation, redresseur et filtres — au sein d'une unité électronique de

puissance. Cette technologie vise à réduire les pertes énergétiques et à faciliter le raccordement au réseau d'installations de production d'hydrogène renouvelable, de panneaux photovoltaïques et de stockage par batteries. Le projet comprend également la création d'une nouvelle ligne de production ainsi que le renforcement des capacités d'ingénierie et d'essais du groupe.

Energie et environnement

Un nouveau cadre juridique pour valoriser le potentiel géologique et attirer les investissements

La Croatie se dote d'un nouveau cadre réglementaire pour favoriser l'exploration et l'exploitation de ses ressources géologiques énergétiques. Adoptée le 25 septembre 2026, [la loi sur la recherche et l'exploitation des ressources géologiques énergétiques](#) élargit le dispositif existant à la géothermie pour la production de chaleur et d'électricité, ainsi qu'au stockage géologique du CO₂. Le texte vise à faciliter les investissements grâce à des modalités contractuelles plus flexibles, à la simplification des procédures administratives et à une meilleure valorisation des infrastructures existantes. Il ouvre également de nouvelles perspectives pour l'utilisation directe de la géothermie dans l'agriculture et l'industrie, ainsi que pour le développement d'infrastructures de captage, de transport et de stockage du CO₂. L'objectif du gouvernement est de rendre le secteur plus attractif pour les investisseurs privés afin de notamment transformer le potentiel géothermique du pays en projets concrets.

Lancement prochain des appels d'offres pour le centre de gestion des déchets de Zagreb

La délivrance en septembre dernier du permis d'implantation du [Centre de gestion des déchets de Zagreb](#), situé à Resnik, ouvre la voie à la procédure d'appel d'offres pour la conception et la construction de l'installation. Présenté comme le plus grand projet de gestion des déchets en Croatie, le centre traitera environ 350 000 tonnes de déchets par an. Les travaux seront attribués selon le modèle contractuel international FIDIC Yellow Book (« conception-réalisation »), pour un montant estimé à 155 M EUR et un délai d'exécution de 24 mois. Ce projet prioritaire pour la ville de Zagreb vise à réduire le recours à la mise en décharge, à développer les capacités locales de traitement et de valorisation des déchets et à permettre, à terme, la fermeture du site d'enfouissement de Jakuševac.

Transports

Un corridor adriatique-ionien sous impulsion croate

Le **2 octobre 2026**, la Croatie a lancé l'initiative du **corridor ferroviaire adriatique-ionien**, un projet soutenu par sept régions côtières croates, le ministère des Transports et la société de chemin de fer HŽ Infrastruktura. Ce projet ambitionne de créer une liaison ferroviaire continue reliant l'Italie à la Grèce. Le tracé prévoit de moderniser les infrastructures existantes et de connecter les grands ports de l'Adriatique, traversant ainsi l'Italie, la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et l'Albanie, avant d'atteindre le réseau grec. L'objectif principal est d'intégrer cette région dans le réseau de transport paneuropéen afin de stimuler le fret et le tourisme durable. Actuellement au stade de mobilisation politique, le projet sera officiellement présenté au Parlement européen et à la Commission européenne au début de l'année 2027 pour tenter de décrocher des financements européens.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication :

Rédaction :

Hervé Ochsenbein, Service économique régional de Vienne

SER de Vienne : V. Reiss, S. Maynhardt, P. Chaumont

(vienne@dgtresor.gouv.fr)

Antenne de Ljubljana : E. Zajc, S. Brudieu

([ljublana@dgtresor.gouv.fr](mailto:ljubljana@dgtresor.gouv.fr))

SE de Zagreb : S. Geranton, B. Jadrijevic, N. Pavlinovic

(zagreb@dgtresor.gouv.fr)

Date de fin de rédaction : 27/10/2026